

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE
Tél : 03 21 63 69 00
Mail : ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

BETHUNE, le **2 MAI 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées.

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Site PAPREC NORD NORMANDIE BETHUNE (ex GIBERT RECYCLAGE)

**PORT FLUVIAL DE BETHUNE BEUVRY
62660 BEUVRY**

Références : 82-2023
Code AIOT : 0007002570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 sur le site implanté port fluvial de Béthune / Beuvry, exploité jusqu'au 31 mars 2022 par PAPREC NORD NORMANDIE (ex GIBERT RECYCLAGE) à BETHUNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la cessation définitive des activités ICPE du site, aux fins d'un redéploiement à usage de type industriel actuellement en projet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC NORD NORMANDIE BETHUNE(ex GIBERT RECYCLAGE)
- Port Fluvial de Béthune / Beuvry
- Code AIOT : 0007002570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PAPREC NORD NORMANDIE exploitait sur le site du port fluvial de Béthune/Beuvry, autorisé au titre de la législation des ICPE par arrêté préfectoral du 06/03/2000 modifié, des installations de tri, transit, regroupement de déchets, principalement non dangereux, et des installations de broyage de bois et plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions de remise en état sur les plans environnement et sécurité (R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, dans leur version applicable aux sites ICPE dont la déclaration de cessation est intervenue avant le 01/06/2022)
- récolement des travaux décrits dans le mémoire de cessation des activités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité : déclaration, examen du mémoire, constats sur site	Arrêté Préfectoral du 06/03/2000, article 22.3 R.512-39-1 et suivants (CE) pour cessation déclarée avant le 01/06/2022.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation définitive des activités ICPE autorisées exercées par PAPREC NORD NORMANDIE BETHUNE sur le site du port de Béthune/beuvry, effective au 1^{er} avril 2022 (cessation de tout apport de déchets à cette date), avait été officiellement déclarée le 26 octobre 2021.

Dans ces conditions, la procédure réglementaire applicable de cessation des activités du site est définie par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, dans leur version en vigueur avant les modifications introduites par décret du 19 août 2021, pris pour l'application de la loi "ASAP" (Accélération et Simplification de l'Action Publique) .

L'examen par l'Inspection des installations classées du mémoire de cessation définitive des activités d'une part (document complet et détaillé produit par PAPREC, en sa qualité de dernier exploitant) et les constats effectués sur site le 19/04/2023 d'autre part, permettent à l'Inspection de considérer, en application des dispositions prévues par les articles R. 512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, que le site est caractérisé par une pollution résiduelle modérée et qu'il est remis dans un état permettant un nouvel usage similaire à la dernière période d'exploitation, de type industriel, compatible avec le règlement du PLU en vigueur ; il sera proposé à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais d'en donner acte à PAPREC NORD NORMANDIE, dernier exploitant.

Dans ces conditions :

- l'Inspection demandera que soit indiqué dans le document de "donné acte" préfectoral le fait que tout éventuel projet de changement de type d'usage sur site, total ou partiel, nécessiterait au minimum, à l'initiative du porteur de projet et sous sa responsabilité, des investigations complémentaires et analyse des risques à mener pour son compte par une société spécialisée et certifiée, visant à vérifier et attester notamment sur le plan sanitaire, la compatibilité d'un tel projet avec la pollution résiduelle caractérisant le site, moyennant le cas échéant la définition d'un plan de gestion voire la réalisation de travaux de dépollution.

- elle proposera également au Préfet du Pas-de-Calais, en raison d'une pollution résiduelle caractérisant le site, d'inscrire ce dernier dans un Secteur d'Information sur les Soils, tel que prévu à l'article L. 125-6 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité : déclaration, examen du mémoire, constats sur site
Références réglementaires : article 22.3 de l'arrêté préfectoral du 06/03/2000 articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, cessation définitive des activités ICPE autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescriptions contrôlées : <u>Article 22.3 de l'arrêté préfectoral du 06/03/2000</u> En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 ^{er} de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976. Cette cessation d'activité devra être notifiée au Préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif des installations. A cette notification sera joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1 ^{er} de la loi du 19 juillet 1976 et pourra comporter notamment : - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site, - la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées, - l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement, - en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement. <u>Article R. 512-39-1 (CE) - Version applicable aux déclarations de cessation antérieures au 01/06/2022</u> I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. <u>Article R. 512-39-3 (CE) - Version applicable aux déclarations de cessation antérieures au 01/06/2022</u> I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. [...] II. Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article « R. 181-45 », les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés. III. Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Déclaration, examen du mémoire, constats sur site

Déclaration de cessation définitive d'activité

L'intention de cessation définitive des activités de transit, regroupement et traitement des déchets relevant de la législation des ICPE sur le site du port fluvial de Béthune / Beuvry a été déclarée par l'exploitant PAPREC NORD NORMANDIE à l'Inspection des installations classées par courrier LRAR du 26/10/2021 ; la déclaration mentionnait le 31/12/2022 comme date prévue de cessation et listait les mesures prévues en termes de sécurité et de protection de l'environnement :

- arrêt de la réception des déchets à compter du 01/12/2022
- évacuation des déchets vers les filières de traitement autorisées
- fermeture de l'accès au bâtiment, puis nettoyage et opérations de démantèlement du site, dont la destruction du bâtiment.

Par courriers établis à cette même date du 26/10/2021, l'exploitant a informé M. le Maire de Béthune, le propriétaire du terrain (VNF) et le concessionnaire (CCI Artois), du type d'usage futur envisagé et des principales mesures de remise en état à cette fin. Seul le concessionnaire a donné suite à ce courrier en faisant connaître son avis favorable sur l'usage retenu, de type industriel.

En raison de son implantation en zone d'activités (port fluvial), l'Inspection note que la vocation du site reste industrielle ; il conviendra néanmoins de rappeler au propriétaire :

- que tout projet éventuel de changement de type d'usage sur site, total ou partiel, nécessiterait au minimum, à l'initiative du porteur de projet et sous sa responsabilité, des investigations complémentaires et analyse des risques à mener pour son compte par une société spécialisée et certifiée, visant à vérifier et attester notamment sur le plan sanitaire, la compatibilité d'un tel projet avec la pollution résiduelle caractérisant le site, moyennant le cas échéant la définition d'un plan de gestion voire la réalisation de travaux de dépollution
- que la situation relative aux modalités de changement de type d'usage décrite ci-dessus devrait être portée à la connaissance de tout occupant et en cas de vente, de tout acquéreur potentiel.

Contexte de la cessation des activités du site :

La cessation des activités de PAPREC NORD NORMANDIE résulte de la fin de validité prévue par la convention d'occupation temporaire du terrain, propriété de VNF et dont la concession est assurée par le port de Béthune / Beuvry. Sur demande de l'Inspection le 19/04/2023, il a été précisé qu'un renouvellement voire une simple prolongation du contrat pour les activités de PAPREC NORD NORMANDIE dans les mêmes conditions d'exploitation n'avait pu être envisagé en raison de la localisation du terrain public bord à canal, nécessitant qu'y soient exercées des activités sollicitant le transport fluvial.

Examen du mémoire de réhabilitation du site

Le mémoire de remise en état du site, daté du 22/12/2022, a été transmis en Préfecture du Pas-de-Calais et à l'Inspection des installations classées.

L'Inspection a procédé à l'examen de ce document conséquent, décrivant de manière claire et complète toutes les actions menées, et auquel sont joints en annexe les études et justificatifs d'intervention.

Le mémoire précise tout d'abord que les apports de déchets sur site ont définitivement cessé le 31/03/2022, et que l'activité de transit / regroupement des déchets dangereux sur site a quant à elle cessé dès 2020 (activité sous-traitée à l'entreprise CHIMIREC NOREC, justificatif correspondant joint en annexe, dont une attestation du 23/11/2022). Ce mémoire comprend en particulier :

- la description des actions engagées pour la mise en sécurité du site :
- élimination de tous les déchets présents vers les filières extérieures autorisées, démantèlement de la totalité du matériel industriel : pont-bascule, presse, motopompe, cuves aériennes de 40 m³ de gazole et 5 m³ de fioul domestique, cuve aérienne de 2 m³ d'huile hydraulique (toutes préalablement dégazées et nettoyées par prestataire extérieur spécialisé le 19/05/2022 : documents justificatifs joints à l'appui)...

• démantèlement du bâtiment (d'une emprise au sol d'environ 1 ha) et des bureaux pris en charge par une entreprise de démolition compétente, après diagnostic amiante mené par ATEK Conseil en mai et juin 2022 et plan de retrait établi par CARDEM SN PRESTOSID le 21/07/2022, mis à jour le 30/09/2022 (comptes-rendus annexés au mémoire de cessation), retrait des murs en légo-béton, retrait également des clôtures et portails à la demande du concessionnaire dans son courrier du 25/11/2021. Le chantier de démolition, d'une durée d'un mois, s'est déroulé de septembre à octobre 2022 ; il a occasionné une dépense d'environ 115 k€ HT. Les bordereaux de suivi de déchets établis pour des déchets non dangereux de déconstruction et pour les déchets de ferrailles issus de la démolition sont également joints en annexe du mémoire : environ 113 t de déchets éliminés sur le site BAUDELET à BLARINGHEM (59) en vue d'une opération de valorisation (R12) ou stockage (D5), et 320 t de ferrailles éliminées pour valorisation sur le site COENMANS, exploité sur un terrain voisin du site déconstruit ; des déchets amiantés (environ 1 tonne) ont été éliminés en centre de stockage de déchets dangereux à VILLEPARISIS.

• déconnexion électrique réalisée par ENEDIS le 06/10/2022 : certificat de déconnexion joint

- la description des actions menées sur le plan de la protection de l'environnement :

• nettoyage et curage des réseaux, de la fosse de relevage, des regards de visite au droit du site et du débourbeur déshuileur : opérations confiées à la société spécialisée WAGRET les 15 et 18 mars 2022, justificatifs d'intervention joints en annexe.

• diagnostic de la qualité des sols mené sur site en fin d'année 2020 par le bureau d'étude TAUW (visite du 27/10/2020, réalisation de 7 sondages de sols le 12/11/2020 allant de 1,2 m à 3,6 m de profondeur, localisés au droit des zones potentiellement concernées au vu des installations et activités. Le compte-rendu du 01/12/2020 met en évidence un impact en cuivre au niveau de la fosse associée à l'ancienne presse hydraulique (concentration singulière mesurée à 640 mg/kg), de faibles anomalies en HAP (somme des HAP maximale mesurée à 12,6 mg/kg) et en hydrocarbures (fraction lourde C10-C40) : concentration maximale à 240 mg/kg, qui n'ont conduit à aucune recommandation particulière. A noter qu'aucune activité menée postérieurement à la date de réalisation des investigations, ni incident, n'est de nature à remettre en cause les conclusions de ce diagnostic récent (pour rappel, activités de transit/ regroupement des déchets dangereux sous-traitées depuis).

Il ressort de l'examen de ce document qu'il répond aux dispositions réglementaires requises dans le cadre de la procédure de cessation définitive des activités relevant du régime de l'autorisation au titre ICPE, déclarée avant le 01/06/2022.

Bien que non réglementairement exigible dans le cadre de dossier dont la déclaration a été adressée antérieurement au 01/06/2022, figure également dans le mémoire de cessation l'attestation de mise en sécurité dite : "ATTES SECUR" produite par l'organisme GINGER BURGEAP certifié dans le domaine des sites et sols pollués, à l'issue de sa visite menée sur site le 21 novembre 2022 et qui *"atteste, sans réserve, que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt sur son site, conformément à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement"*.

Constats sur site

La visite sur le terrain du 19/04/2023 a permis visuellement d'établir les principaux constats suivants relatifs à l'état du site :

- site d'une emprise foncière voisine de 2,5 ha, non clôturé (pour rappel, point évoqué ci-dessus, le retrait des clôtures et portails est mentionné dans le cahier des charges du concessionnaire) mais situé dans l'emprise du port fluvial dotée des signalétiques adaptées quant aux caractéristiques de cet emplacement et aux limitations d'accès. Il a été noté que l'accès direct au site par l'entrée macadamisée était rendue impossible aux véhicules par la présence de blocs béton.

- site débarrassé de toute construction, structure, équipement, produits ou déchets dangereux : plate-forme pour la quasi-totalité recouverte de dalles bétonnées. Il a été noté que l'ancienne fosse aménagée au niveau du sol de l'ancien bâtiment principal avait été grossièrement comblée par des blocs béton et aussi qu'un imposant massif en béton était toujours présent à proximité de cette ancienne fosse.

Ont été observés :

- l'absence visuelle de traces quelconques de pollution au sol type graisses, huiles, hydrocarbures...
- la protection du couvercle souple surmontant le débourbeur déshuileur, par la mise en place d'une structure métallique fixe empêchant la circulation
- à proximité de l'entrée du site et au niveau du sol, les deux orifices d'une ancienne fosse enterrée en PET, de type ouvrage de prétraitement (équipement présent avant l'arrivée de PAPREC sur site d'après les échanges avec l'exploitant préalablement à la visite),
- l'enlèvement de deux plaques en fonte équipant les trappes de visite du réseau, probablement consécutif à un acte de malveillance (l'Inspection a préconisé que soit mis en place au plus vite un balisage de sécurité type plots et rubalise ou équivalent, pour prévenir tout risque de chute dans l'attente du remplacement des plaques).

Pour la partie visuelle, les principaux constats établis sur site le 19/04/2023 confirment donc les éléments sur l'état du site tels que décrits dans le mémoire de cessation définitive des activités produit par PAPREC NORD NORMANDIE, et permettent de considérer, sur la base des éléments complémentaires précis et des justificatifs figurant par ailleurs dans ce même mémoire, que le site est remis en état dans des conditions suffisantes pour permettre un usage de type industriel.

Pour observation, l'Inspection précise que des dispositions spécifiques pouvant figurer dans le cahier des charges du concessionnaire, pour certaines rappelées dans son courrier du 25/11/2021 telles que le retrait des dallages, fosses et réseaux sur la globalité de la parcelle ou encore l'affouillement des fondations jusqu'à deux mètres de profondeur, ne sont pas, sauf cas particulier, exigibles dans le cadre de la réhabilitation d'un site industriel au titre de la législation ICPE (en outre, dans le cas présent, le site est remis en état en vue d'un usage futur du terrain libéré, similaire à la dernière période d'exploitation).

Type de suites proposées :

Proposition de suites : - "donné acte" de remise en état du site pour un usage comparable à la dernière période d'exploitation, de type industriel
- inscription du site dans un Secteur d'Information sur les Sols